

Marché passé :

**Entre :**

**L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (Inria),**  
Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105  
78153 Le Chesnay Cedex.

Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST)  
Décret n°85-831 du 2 août 1985 et notamment l'article 11, modifié par l'article 6 du décret n° 2002-251 du 22 février 2002

Représenté par son Président Directeur Général, et pour le présent accord, **représenté par Monsieur Frédéric Desprez,**  
en sa qualité de Directeur du **Centre de Recherche Inria de l'Université Grenoble Alpes, sis 655, avenue de l'Europe 38  
334 Montbonnot Cedex**

Ci-après désigné « Inria »,

D'une part,

**Et :**

La société : .....

Dont le siège social est situé :.....

.....

SIRET : .....

Représentée par ....., en sa qualité de ..... |

Ci-après désignée « le Titulaire ».

D'autre part,

## **Article 1 - Objet du marché**

Ce marché a pour objet une étude de marché.

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123 du Code de la commande publique.

Le contrat se présente sous la forme d'un marché ordinaire.

Il s'exécute par réalisation des prestations décrites dans le présent CCAP et chiffrées dans la proposition du titulaire

### **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La somme du présent marché et des marchés ultérieurs passés via le mécanisme des prestations similaires ne pourra excéder le seuil permettant de recourir aux marchés à procédure adaptée, soit 143 000 € HT.

## **Article 2 - Documents à valeur contractuelle - Ordre**

Les documents constitutifs du marché sont les suivants énumérés par ordre de priorité décroissante :

- ☒ Le présent CCAP-AE (valant Acte d'engagement et Cahier des Clauses Particulières) dûment signé par les parties dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- ☒ Le devis signé par le Titulaire dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- ☒ la lettre de consultation dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- ☒ La proposition des prestations signée par le Titulaire dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- ☒ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

**Toute clause, portée dans les tarifs, catalogues, barèmes ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

## **Article 3 - Durée**

Les prestations devront être réalisées pour fin avril pour le 1er segment

Pour les autres segments délai de réalisation est fin mai.

Ces durées estimatives sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins du projet.

## **Article 3 - Exécution des prestations**

### **Article 3.1 Déroulement des opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont approfondies et doivent permettre au pouvoir adjudicateur :

- De contrôler que le Titulaire a bien respecté son obligation de moyens.
- De contrôler que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge.
- De contrôler, par rapport aux stipulations du marché, la validité qualitative et quantitative des prestations assurées.

Les opérations de vérifications finales sont effectuées à l'issue du marché, lorsque les prestations sont terminées. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la décision d'admission des prestations ne donnera pas lieu à un PV de réception, mais sera acquise passé un délai de 15 jours sans décision contraire.

### **Article 3.2 Décisions après opérations de vérification**

Suite aux opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées par les articles 29 et 30 du CCAG-FCS. Toutefois, le prononcé de l'admission des prestations ne donnera pas lieu à la formalisation et la signature d'un procès-verbal dédié.

### **Article 3.3 Responsables pour l'exécution des prestations :**

Lors de la signature du présent marché, les responsables techniques pour son application sont :

- **Pour le Titulaire :**

<b>Nom :</b>	.....
<b>Tel :</b>	.....
<b>Email :</b>	.....

**NB :** Cette personne, chargée de la conduite des prestations, doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires à la bonne exécution du marché.

- **Pour Inria:**

Les personnes seront désignées au moment de la signature du marché.

Tout changement par l'une des parties sera porté à connaissance de l'autre.

### **Article 4 - Dispositions financières :**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

#### **Article 4.1 – Montant de la prestation :**

Les prestations sont réglées par des prix globaux et forfaitaires indiqués dans le devis remis par le Titulaire.

Sont compris dans ces prix toutes les dépenses et charges mentionnées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, les frais induits par le recours à de la co-traitance ou de la sous-traitance sont également inclus dans les prix globaux et forfaitaires ainsi remis.

#### **Article 4.3 – Compte à créditer**

[joindre un relevé d'identité bancaire ou postal]

## **Article 4.4 – Paiement et Facturation**

### **A - PAIEMENT :**

L'exécution des prestations donne droit au versement d'acomptes, qui n'ont pas le caractère de paiements partiels définitifs.

Les acomptes sont versés aux prestations réalisées. Les acomptes sont réglés sous réserve d'une demande préalable de paiement effectuée par le Titulaire, dont les conditions de présentation sont précisées dans les articles qui suivent.

Le montant des acomptes versés tout au long de l'exécution du marché sera déduit de la demande de paiement final.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires.

En application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire de 40 € est prévue pour couvrir les frais de recouvrement induits.

En cas de changement dans la réglementation, il sera fait application du taux en vigueur au moment du fait générateur.

### **B - FACTURATION :**

#### **Modalités de transmission des factures :**

Les factures, sous format PDF ou XML, devront être dématérialisées via le Portail Chorus Pro 2017 : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Le numéro SIRET d'Inria n° **180 089 047 00013**
- **La référence du numéro du marché et du bon de commande de référence,**
- La nature et la période d'exécution des prestations facturées,
- Les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET, forme juridique et capital de votre entreprise,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Les dates d'exécution des prestations,
- Le montant en euros HT des prestations,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et le numéro de la facture,
- Le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- Le prix net résultant,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix,

- Le numéro de TVA intracommunautaire de l'Inria : FR45180089047.

*NB : Les questions relatives au paiement seront adressées à la cellule d'accueil des fournisseurs au service dépenses Inria soit :*

*Par courriel : [sd-fournisseurs@inria.fr](mailto:sd-fournisseurs@inria.fr)*

*Par téléphone : 04.76.61.55.08.*

*Par courrier (également adresse de facturation) :*

INRIA – COMPTABILITE FOURNISSEUR  
DOMAINE DE VOLUCEAU  
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

**Important** : tout changement de domiciliation bancaire doit être signalé au Service Administratif et Financier avant de figurer sur la facturation.

Le comptable assignataire des versements est : L'Agent Comptable d'Inria.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est le Président d'Inria.

Pour éviter tout rejet, au préalable, nous vous conseillons d'envoyer votre projet de facture par courriel à [achats-grenoble@inria.fr](mailto:achats-grenoble@inria.fr)

#### **4-5 – Renseignements administratifs :**

##### **Ordonnateur et Comptable :**

**L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est :**

Monsieur le Président Directeur Général

**Le comptable assignataire des versements est :**

Monsieur l'Agent Comptable d'Inria

Domaine de Voluceau - Rocquencourt - BP 105 - 78153 Le Chesnay Cedex

**La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et cessions de créance est :**

Monsieur le Président Directeur Général

Le Service Dépense (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Par téléphone : 04 76 61 55 08

Par mail : [sd-fournisseurs@inria.fr](mailto:sd-fournisseurs@inria.fr)

Par courrier : Inria – Service Dépense - Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex

#### **Article 5 - Pénalités**

##### **Article 5.1 Pénalité de retard :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé, par le fait du titulaire (ou de la personne mise à disposition), celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité correspondant à 1/500<sup>e</sup> du montant initial du marché, en euros hors

taxes et hors variation de prix. La pénalité est appliquée après que le titulaire ait été invité à présenter ses observations sur le retard dans les conditions précisées à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant hors taxes du marché

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

#### **Article 5.2 Pénalité pour manquement aux obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail :**

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail et de l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité sera appliquée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des **formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail**.

Si Inria est informé par un agent de contrôle du non-respect de ses obligations par le Titulaire en termes de lutte contre le travail dissimulé, l'Institut enjoindra ce dernier à régulariser la situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure.

Le Titulaire devra, alors, dans ce délai, apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse, par tout moyen permettant d'attester d'une date certaine.

En cas de non régularisation de la situation dans le délai prévu par Inria, le pouvoir adjudicateur appliquera au Titulaire, dans un premier temps, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard (jusqu'à la régularisation de la situation) et ce pendant 21 jours calendaires maximum. Passé ce délai, Inria pourra résilier le marché, pour faute du Titulaire, sans indemnités, à ses frais et risques.

#### **Article 6 – Clause de confidentialité et de secret**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Cette obligation de confidentialité est applicable à tous les agents du Titulaire et de ses sous-traitants le cas échéant.

Le Titulaire, astreint au secret professionnel et à une obligation de confidentialité, ne peut communiquer en aucun cas, à qui que ce soit, les renseignements, les documents et les supports établis au seul bénéfice d'Inria à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à respecter la stricte exclusivité des données traitées et transmises ainsi que le caractère strictement confidentiel des travaux qui lui sont confiés et des informations dont il aurait connaissance au cours des travaux. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Inria à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par Inria au Titulaire.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à sa clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

#### **Article 7 – Assurance et responsabilités**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **Article 8 - Résiliation – Litiges**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

### **Article 8.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **Article 8.3 - Règlement des litiges et langues**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat.

Tout litige n'ayant pu être réglé par la voie amiable sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Grenoble.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 9 - Clause de réexamen**

Une clause de réexamen, au sens de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, pourra être mise en œuvre afin de modifier les clauses initiales du marché.

Quel que soit le cas justifiant sa mise en œuvre, la présente clause de réexamen sera formalisée par le biais d'une modification de marché.

La clause de réexamen ne constitue pas un droit pour l'une ou l'autre des parties : sa mise en œuvre résulte nécessairement d'un commun accord.

Cette clause de réexamen pourra être mise en œuvre dans les cas limitatifs suivants :

#### **Article 9.1 - Clause de réexamen**

La clause de réexamen sera mise en œuvre, qu'importe son impact sur le montant initial du marché, dans les cas suivants :

- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées à une évolution légale et/ou réglementaire
- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées afin d'assurer la sécurité des biens et/ou des personnes.

#### **Article 9.2 - Mise en œuvre avec un impact financier limité**

La clause de réexamen sera mise en œuvre, sous réserve qu'elle n'entraîne pas une hausse du montant initial du marché supérieure à 30 %, dans les cas suivants :

- Dans le cas d'une évolution importante et imprévue du projet en cours d'incubation, d'une manière telle que les missions initiales confiées à la personne mise à disposition devraient nécessairement être adaptées.
- Dans le cas d'une modification de la durée d'incubation du projet, qui nécessiterait d'adapter en conséquence la durée des prestations.

Dans le cas où plusieurs modifications successives seraient prises en application du présent article, l'impact cumulé de ces modifications ne devrait pas entraîner une hausse de plus de 30 % du montant initial du marché.

Dans le cas où il y aurait des modifications issues à la fois de l'article 9.1 et du présent article, seul l'impact des modifications issues du présent article ne devrait pas entraîner une hausse du montant initial du marché supérieure à 30%. Le cas échéant, la possibilité de mise en œuvre du présent article sera étudiée comme suit :

- L'impact financier maximal de la ou des modification(s) cumulées issue(s) du présent article sera défini via le calcul suivant : (montant initial du marché en € HT x 1,30) – (montant initial du marché en € HT)
- L'impact financier maximal résultant du calcul précédant représentera la hausse maximale résultant de la seule modification ou des modifications successives issue(s) du présent article.



## Article 10 – Acte d'engagement

### ENGAGEMENT DU CANDIDAT (A REMPLIR PAR LE CANDIDAT)

Nom, prénom et qualité du signataire : .....

.....

Adresse professionnelle et téléphone : .....

.....

.....

☐ agissant pour mon propre compte .....

☐ agissant pour le compte de la société : .....

☐ agissant en tant que mandataire : .....

☐ du groupement solidaire ☐ du groupement conjoint

pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature suivants : .....

.....

Après avoir pris connaissance du présent CCP-AE et des documents qui y sont mentionnés,

☐ Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire (rayer les mentions inutiles), conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées sur la base de mon offre ou de l'offre du groupement (rayer les mentions inutiles), exprimée en euros.

**N d'enregistrement de la société (RCS/SIREN/SIRET) :** .....

#### ■ Nomenclature communautaire :

79310000-0	Services d'études de marchés
------------	------------------------------

#### ■ Nomenclature interne :

C326 - Etudes, sondages et enquêtes de communication

#### ■ Imputation budgétaire :

Budget Inria subventionné par bpiFrance

La dépense est prise exclusivement sur le centre Inria de l'Université Grenoble Alpes.

#### ■ Compte à créditer en euros :

Banque : .....

Code banque : .....

Code Guichet : .....

Numéro de compte (11 chiffres) : .....

Clé RIB : .....

**Joindre un RIB ou un RIP**

#### ■ Montant du marché

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le devis.

## ■ SIGNATURE ELECTRONIQUE OU MANUELLES DES PARTIES

---

*Si signature électronique : la version originale de ce document est sous forme dématérialisée conformément à un mécanisme de signature électronique garantissant son intégrité et permettant d'identifier le ou les signataires. La signature électronique, par le biais de certificats de signature joints au document, lui confère la même valeur juridique qu'une signature manuscrite au sens de l'article 1366 du code civil.*

*Si signature manuelle : la version originale de ce document est sous forme papier seul l'exemplaire conservé par Inria fera seule foi.*

Le Pouvoir Adjudicateur

Le Titulaire